

en plus de mouvements à Brest comme ailleurs et que les institutions répressives ont décidé de casser cette dynamique dès que possible avant qu'elle ne soit trop installée. Mais on apprend, on s'adapte, on reste groupés, on est inventifs. C'est tout sauf la fin. On ne veut pas se laisser enterrer.e.s, on a trop la rage pour ça et c'est clair qu'on est pas les seul.e.s.

Nous qui sommes un assemblage de militants venu de syndicats anarchistes, de groupes communistes autonomes ou anarchistes. Nous pensons que la répression est la conséquence inévitable d'une contestation en bloc du monde capitaliste. Les préfetures imposent leur ordre en entamant un rapport de force avec nous par cette répression pour le moment essentiellement administrative. Nous pensons que les préfetures ne devraient pas avoir le pouvoir d'interdire les manifestations ou les teufs ou quoique ce soit. Nous pensons surtout que nous pouvons nous passer de leurs interdictions ou de leurs autorisations. C'est parce que nous contestons le pouvoir de l'État sur nos vies que nous voulons dès à présent entrer dans ce rapport de force et mettre la pression à la préfeture du Finistère pour continuer à défendre ce en quoi on croit et toutes ces pratiques, ces moments ou ces espaces dont nous avons besoin pour respirer vraiment dans un monde qui nous met constamment la tête sous l'eau. On veut défendre la vie qu'on a décidé de mener malgré les obstacles et on va le faire. En commençant aujourd'hui à discuter largement de la répression et de ses différentes formes, de son aggravation depuis vingt ans, des moyens de la contester et de rester solidaires face à la pression qui monte.

C'est pourquoi nous appelons à un rassemblement anti-répression jeudi 9 mai 2024, 17h, arrêt de tram Château, premier rassemblement organisé par l'assemblée anti-répression.

À bientôt dans la rue.

APPEL À UN RASSEMBLEMENT ANTI-RÉPRESSION

**JEUDI 9 MAI 2024 - 17H-
ARRÊT DE TRAM CHÂTEAU. BREST**

Rassemblement organisé par l'Assemblée Anti-Répression
dont vous trouverez le texte d'appel à la suite :

L'année écoulée et celle qui commence ont été marquées par un renforcement de la répression des luttes. On a en autres eu droit au grand retour des dissolutions de groupes politiques avec du renvoi dos-à-dos basique "ultra-droite" / "ultra-gauche" ou encore à de nouveaux équipements dans la panoplie des keufs pour blesser/surveiller/arrêter plus efficacement.

Nous avons conscience qu'en luttant de toutes nos forces pour nous émanciper de nos conditions de vie, nous sommes forcément amenés à vivre la répression sous ses différentes formes (physique, judiciaire, administrative). C'est la logique du maintien du pouvoir et de son ordre. Si nos luttes traversent les siècles, elles connaissent des périodes de différentes intensités dans le conflit face à l'Etat et nos exploiters. Après deux décennies de relative pacification sociale, à l'exception des révoltes intenses de 2005 dans les banlieues, les années 2010 ont finalement vu naître un nouveau cycle de luttes qui a renoué progressivement avec une conflictualité plus radicale marquées par des pics : ZAD, le mouvement contre la Loi travail en 2016, les Gilets jaunes ou il y a moins d'un an, les révoltes face à l'assassinat de Nahel.

Pour enrayer ce cycle, l'État y répond par une répression accrue contre tout ce qui perturbe ou menace l'ordre capitaliste en

pleine reconfiguration. Sans compter qu'au nom de la sécurité et de l'antiterrorisme, la tenue des JO en France cette année est une opportunité de plus pour tester des dispositifs répressifs plus efficaces tels que la reconnaissance faciale ou encore des "lois d'exception" qui bien souvent restent en place une fois le comité olympique reparti. Cette répression politique publique se double d'une répression quotidienne qui pour nous est aussi politique. Cette dernière vise en effet les menaces présumées pour l'ordre social institué : auto-organisation hors des cadres délimités par les institutions et la propriété privée, répression des "classes populaires" et notamment de ses composantes estimées les plus « dangereuses » par l'Etat qui n'hésite pas à frapper partout où ça peut faire mal (contrôles de keufs quotidiens avec ses humiliations, chantage aux allocs, etc.). Cette répression quotidienne vise ainsi à nous affaiblir constamment pour qu'on bouge le moins possible et nous rappeler le prix à payer de ne pas accepter son sort. L'Etat nous rappelle qu'il a vocation à contrôler nos vie et que surtout, il en a les moyens.

Localement cette tendance se fait ressentir comme partout ailleurs avec ses spécificités. Tout d'abord parce qu'ici comme ailleurs le mouvement des retraites fut très remuant, conduisant à arrestations et procès. Également parce que nous devons faire face à une politique de rénovation urbaine agressive menée par la ville de Brest pour toujours plus embourgeoiser et pacifier. Nous avons vécu un tournant de cette politique avec l'expulsion de la salle autogérée de l'Avenir située Place Guérin depuis 8 ans. Cette éradication de ce squat s'inscrit dans la vision d'un nouveau Brest toujours plus hostile aux pauvres, à tout.e.s ceux qu'on appellent les marginaux, aux enragés de l'instant, bref à tout ce qui pourrait faire tâche dans la comm' de BMO et au final, ça fait pas mal de monde. Cette expulsion de l'Avenir par une centaine de keufs s'inscrit aussi dans une tendance nationale à la fermeture des squats et au renforcement de la législation pour les expulser. Un rappel de plus qu'on ne touche pas à la propriété privée, notamment celle des bourges et de l'Etat. Qu'importe si ce sont des terrains ou des bâtiments vides. Qu'importe si on en a besoin pour vivre mieux.

Cette volonté de mettre au pas le quartier de Guérin réputé "bastion de l'extrême-gauche" (dixit les journaux locaux) s'est poursuivie avec l'interdiction de la traditionnelle manifestation sauvage du nouvel an et de la soirée qui s'en suivait. L'an dernier, déjà, les force de l'ordre avait chargé le cortège festif et procédé à des interpellations. Toujours dans le but de mener cette chasse à l'"extrême-gauche", la préfecture a retiré leurs subventions à quatre associations brestoises ayant signé une tribune de soutien à l'Avenir menacé d'expulsion. Cette vague répressive ne se cantonne pas aux réfractaires classés "gauchistes" et plus si affinités.

Dans la même veine, les rassemblements en soutien au peuple Palestinien ont été interdits comme partout en France. La préfecture a annoncé par canaux officiels qu'il veillerait à ce que les rave party illégales, particulièrement présentes en basse-bretagne, cessent jusqu'au JO. Parallèlement à cela et sur consigne de son supérieur, Darmanin, Espinasse et ses collègues ont pour la première fois à Brest fait gazer les supporters de Francis Le blé une semaine après que ces derniers aient protesté par un feu d'artifice à la fermeture de leur tribune. Nous pourrions citer encore d'autres exemples sans compter tout ce dont nous n'avons pas connaissance mais ce topo est déjà bien vénère.

En décembre dernier, il a été tenté de maintenir le cortège sauvage du 31 qui avait lieu depuis près de 8 ans dans le cadre d'un nouvel an festif Place Guérin malgré son interdiction par la préfecture. Mais au vu du dispositif policier déployé, ce nouvel an a été pour la première fois annulé. Nous, les personnes qui écrivons ce texte, avons alors rejoint un groupe composé de membres de différents collectifs autonomes et d'individus qui a continué à se capter pour se donner les moyens de ne pas continuer à subir cette mise au pas par la préfecture et les keufs. De cette initiative collective est sorti un appel diffusé le plus largement possible à la manifestation 10 février. Un nouveau dispositif policier d'une ampleur inédite pour Brest nous a empêché de tenir cette manif sauvage. L'aspect disproportionné des dispositifs de forces de l'ordre mobilisés à Brest peut sembler délirant. Cela nous semble surtout répondre au fait que le contexte économique-social produit de plus